



Déclaration pour le CREA NORMANDIE du 29 janvier 2021

Alors même que le contexte sanitaire s'aggrave, **le Gouvernement ne prend pas la mesure de la situation sanitaire**, il devrait pourtant imposer des conditions d'accueil revues pour faire baisser les effectifs d'élèves par classe et ainsi appliquer le principe de précaution. Au lieu de cela, chaque établissement est renvoyé à son « autonomie » qui a ici bon dos car chacun sait qu'il n'y en a pas pour les moyens. La conséquence : tous les EPL sont devenus des pseudos conseils scientifiques qui interprètent à leur manière les informations livrées par les médias et surtout BFMTV, le tout dans la plus parfaite cacophonie sans même que la DRAAF n'ait quelque chose à dire !

Les personnels sont fatigués, épuisés, déconsidérés par des années de dégradation considérables de leurs conditions de travail.

Que dire ensuite du “monde d'après” tant vanté par la communication présidentielle et qui va se traduire pour l'EAP par la suppression pour la rentrée 2021 de 80 ETP. Quel mépris, alors que chacun peut constater chaque jour que le service public de l'éducation est indispensable et permet de maintenir la cohésion de la République et de la société!

Que dire de la réforme du lycée, des examens, de leur organisation à part constater qu'au MAA il n'y a plus de pilote dans l'avion, mais des gestionnaires idéologiques obnubilés par le démantèlement du service public et qui ne prennent des décisions qu'une fois arrivés dans le mur.

Enfin, l'inclusion d'élèves en situation de handicap dans l'EA se fait toujours sans moyens supplémentaires et adaptés, accentuant l'urgence de nouveaux recrutements, notamment chez les AE et AESH, personnels d'autant plus indispensables dans le contexte pandémique. Alors que

nous apprenons le remplacement des épreuves nationales anticipées par des notes de contrôle continu, quels moyens le ministère attribue-t-il aux candidats bénéficiant d'aménagement d'épreuve : **AUCUN.**

Nous exigeons un budget à la hauteur de la situation exceptionnelle que nous subissons, qui renonce aux suppressions d'emplois et qui engage un rattrapage des pertes salariales subies. Nous ne voulons plus de comptables au ministère, mais de vrais pilotes avec une vision d'avenir pour la jeunesse et la nation.

Nous demandons un plan pluriannuel de revalorisation et de création de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents.

Nous demandons la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent au Ministère de l'Agriculture.

Ces raisons politiques nous amènent donc à nous interroger sur l'intérêt du CREA Normandie qui se tient aujourd'hui.